

Comment dit-on fable en politique ?

Dimanche 26 juin : Franchement, Bouteflika plutôt que Belkhadem

La question du nombre de mandats revient à la faveur des « consultations » qui, ici, possèdent le sens donné habituellement aux séances chez la voyante. Il est fort à craindre, au demeurant, que l'ouverture sur mesure de la Constitution pour que Bouteflika puisse avoir autant de mandats que le permettent les lois biologiques soit la seule chose qui restera de lui. Une régression ! Il est vrai que, grisés par l'étendue des pouvoirs qu'il a pu arracher, les fidèles du « clan présidentiel », pour citer Chakib Khelil, à leur tête l'ineffable Belkhadem, notre Talleyrand national, ont pensé le moment idéal pour signer à blanc un bail pour l'éternité.

Du coup, la seule bonne chose qui ait été faite lors de ces années de violence, la limitation des mandats à deux par la Constitution de 1996, a été supprimée avec fracas. Belkhadem justement et toutes les caravanes qui « pèlerinent » pour le président ont crié haut et fort que la présidence à vie, et une succession dynastique à la clé, c'est ce que veut le peuple et c'est ça la démocratie.

Mais voilà que l'immolation du jeune Bouazizi en Tunisie vient changer les plans de tous les présidents à vie du coin. Pas de raison que le nôtre soit épargné, encore qu'il s'en tire bien pour ce qui le concerne. Mais là n'est pas

la question. Elle est dans ce revirement à la limite du supportable des courtisans qui, hier encore, nous la jouaient impérieuse cette présidence à vie et qui commencent, aujourd'hui, à jouer pour eux-mêmes. Pour ma part, je préfère encore Bouteflika président à vie que Belkhadem président trente secondes. Le choix ne s'arrête pas là ? Heureusement ! Mais il faut aller chercher l'alternative !

Lundi 27 juin : Azzazga encore !

Abattre un citoyen et l'exhiber comme un trophée, la lutte anti-terroriste n'a-t-elle pas le dos un peu trop large ? C'est visiblement la question que se posent en termes infiniment plus virulents les citoyens qui ont manifesté à Azzazga contre ce qui est au mieux une bavure.

Au pire ? Un acte arbitraire d'armée d'occupation, de ceux qui pourraient mener droit aux tribunaux internationaux ! Le doute jouant en dépit de l'arbitraire exubérant des éléments de l'ANP sur place, ce serait un signe de respect envers tous les habitants de la région que de porter à leur connaissance les conclusions d'une enquête qui devrait aboutir à la sanction des coupables. A moins que... A moins que cette bavure ne soit un élément de plus dans la chaîne de provoc qui aurait Dieu sait quels buts !

Mardi 28 juin : CPI

Justement, Kadhafi entre dans le club des clients de

marque de la CPI (Cour pénale internationale). Celle-ci vient de lancer un mandat d'arrêt contre le despote de Tripoli. Moreno Ocampo, procureur en chef de la cour de La Haye, a lancé un mandat contre Mouammar Kadhafi et son fils Seïf El Islam.

Le mandat concerne aussi nommément Abdellah Senoussi, chef des renseignements. Chefs d'accusation : « Crimes contre l'humanité » et autres joyeusetés. Bien entendu, on peut parler de complot impérialiste mu par la convoitise du pétrole libyen.

On peut aussi se marrer, comme le fait un grand quotidien américain, le *Bookforum* de New York pour ne pas le nommer, de ce que la France ait été embarquée dans cette aventure par l'aventurisme du philosophe Bernard-Henri Lévy alias Tintin au pays des diplomates.

On connaît la suite : la France embarque à son tour l'Otan dans la carlingue ! Mais tout cela n'efface pas la cruauté de Kadhafi et le danger couru par « son » peuple devant le pouvoir démesuré et irrationnel qu'il tient dans ses mains.

Doit-on fermer les yeux sur un massacre systématique sous prétexte que c'est un moindre mal devant l'agression impérialiste ? Non ! C'est comme si on nous demandait de choisir entre le fait que les forces occidentales profitent du pétrole libyen ou bien le laisser au seul profit du clan Kadhafi. Dans les deux cas, le

peuple libyen est le dindon de la farce.

Mercredi 29 juin : Boudiaf !

Dix-neuf ans depuis le baiser de Judas ! Une histoire simple et tragique ! Un des révolutionnaires les plus propres de ce pays est tiré de sa retraite forcée pour qu'on lui confie le destin d'un pays convulsif, poussé à ses derniers retranchements par les luttes pour le pouvoir avec lesquelles il n'avait rien à voir. Il arrive et il tend la main.

On lui coupe la tête. On nous a sorti la fable de l'acte isolé. L'assassinat de Boudiaf est un acte aussi isolé que celui d'Abbane Ramdane, Krim Belkacem, Khider... La vérité ne fait que du bien même si elle fait mal. On ne construit pas une nation sur le sang des ses fils et sur le mensonge.

Jeudi 30 : Gharbi !

Pourquoi le ministre de la Justice ne reçoit-il pas le collectif « Libérez Mohamed Gharbi » ? Pourquoi envoie-t-il au-devant de ses membres des subordonnés ? A défaut d'éléments qui permettraient de construire une réponse, on peut spéculer comme le fait du reste Khaled Babaci, un des membres moteurs du collectif. « Tayeb Belaïz doit nous recevoir, il doit nous donner une date précise pour la libération de Mohamed Gharbi. Si Mohamed Gharbi n'est pas libéré à l'occasion du 5 Juillet, nous organiserons une conférence de presse. Nous ferons



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

en sorte que les médias étrangers soient présents. Ils verront que les gens du FLN, à commencer par Belkhadem, font tout pour que les terroristes soient libres, tandis que Mohamed Gharbi, qui est un véritable enfant du FLN, croupit en prison.» Voilà qui est clair !

Vendredi 1^{er} juillet : DSK !

Coup de tonnerre : DSK est libéré sur parole. La gentille femme de ménage noire que l'ogre blanc assuré d'impunité agresse a vécu ? Le bureau du procureur a découvert que l'ange a derrière lui des mensonges de démon et que, quelque part, il y a une sorte de plan pour soutirer du fric à DSK. Aucune leçon de morale à tirer de cette histoire à ce niveau, sauf qu'il n'est jamais judicieux de voir le monde en noir et blanc. Ça manque cruellement de nuances !

A. M.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

La triste histoire d'un pays grignoté par les deux bouts !

Suite aux rebondissements dans l'affaire Strauss-Kahn, ses proches sont convaincus que rien n'est perdu pour les primaires socialistes. Selon ses fidèles, pour Dominique, ça va être une course contre la montre.

Pour une fois qu'il ne va courir qu'après une montre...

J'ai lu comme vous la déclaration du wali d'Alger qui annonce la construction de 120 000 logements supplémentaires d'ici à 2014. Et je vous avoue ma perplexité. D'accord, je sais les émeutes dans la cité. Je sais les sièges des APC, des daïras et des wilayas saccagés et réduits en cendres. Je sais les injonctions venant du Palais et de ses annexes de plus en plus fermes et « aboyantes ». Mais tout de même ! Le wali d'Alger, tout comme tous les autres walis du pays du reste, a-t-il conscience que là, nous ne parlons pas de chapiteaux à monter en 24 heures et à démonter en moins de temps encore, juste pour un événementiel ? Les ravages commis au nom de l'urbanisation sont visibles comme des plaies béantes sur tout le territoire de la wilaya. S'il veut s'en convaincre, le wali peut aller voir sur quel type de terre sont en ce moment même construits les grands ensembles d'habitations de Heuraoua. Une terre rouge sang naguère porteuse de semences, de légumes et de fruits ayant fait la

réputation de cette région prioritairement agricole. Et puis, au-delà de ce constat, les responsables vont-ils longtemps encore dégainer des additions de logements en guise de réponse à la poudrière sociale ? Si demain, les postulants à des activités commerciales investissent la rue, crient leur colère de ne pas disposer de locaux commerciaux, va-t-on, là aussi, très vite leur promettre 120 000 magasins d'ici 2014 ? Ou pourquoi pas le double, tant qu'on y est ! Si les marchands ambulants se mettent aussi dans la tête de tout saccager dehors, va-t-on leur jurer la main sur le cœur et l'œil sur un cadastre et un foncier déjà bouffés à mort que des espaces de vente libre vont être dégagés sur les sites de l'ancienne coopérative d'agrumes, de l'ex-domaine viticole ou de la défunte CAPCS ? Cette gestion de la colère populaire par la lance à incendie immobilière, par les pompiers du béton, par les injecteurs de barres d'immeubles entre les pommiers et les champs de patates de plus en plus riquiqui est effrayante. Effrayante pour ceux qui essaient malgré tout de voir l'avenir au-delà de 2014 et d'une promesse de 120 000 logements lancée par-dessus une barricade, deux ou trois pneus brûlés et une volonté de ce système de durer, de rester. Une volonté apparemment plus forte que la sécurité alimentaire de nos enfants et de nos petits-enfants. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

